

CES/13/36 24 avril 2013

<u>Déclaration du Président du CESE</u> Sans vision européenne, pas de réponse durable à l'accès à l'énergie

A l'occasion de son voyage en Lituanie, <u>Henri Malosse, Président du CESE</u>, a visité la centrale d'Ignalina, fermée suite à la demande de la Commission européenne comme condition à l'entrée du pays dans l'Union européenne :

«L'accès à l'énergie est une question fondamentale pour tous les pays mais aussi pour leurs citoyens. Or si l'Europe a un rôle à jouer, si l'intégration européenne a un sens, c'est bien sur cette question stratégique de la mise en commun des ressources énergétiques. Les Etats seuls ne peuvent rien à long terme».

La fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina, sœur de celle de Tchernobyl, a accentué la sensibilité à la problématique de l'accès à l'énergie en Lituanie. Pourtant, cette question n'est pas le problème de ce pays ou de ses voisins baltes. Elle est cruciale pour l'Europe dans son ensemble.

L'accès à une énergie efficace et durable est le défi des années à venir.

C'est une réponse pour la compétitivité des entreprises quand nombre d'entre elles doivent encore aujourd'hui supporter des coupures, mettant en péril leur activité.

C'est une réponse pour nos concitoyens car comment accepter que, dans l'Union, entre 50 et 150 millions d'entre eux puissent être touchés par la précarité énergétique¹, contraints à des choix impensables dans nos sociétés, par exemple entre chauffage et santé.

C'est une réponse pour les générations à venir à l'heure où se développent des sources d'énergie à faible impact sur l'environnement.

Chaque gouvernement tend à s'interroger sur les solutions à apporter, mais chacun chez soi. Contre tout bon sens.

cf. European Fuel Poverty and Energy Efficiency, le 8 octobre 2009 à Paris.

Qui peut nier que le marché de l'énergie dépasse aujourd'hui les frontières nationales ? Qui peut être surpris lorsque la Lituanie s'interroge sur un projet de centrale nucléaire en Biélorussie à ... moins de 60 km de sa capitale ?

Nous sommes encore loin du « mixte énergétique » qui permettrait d'apporter une réponse durable et efficace au défi de la demande croissante d'énergie en Europe. Mais ce défi ne peut plus être l'objet de discussions à porte closes dans les cercles du pouvoir. Les Etats comme les citoyens ont tout à gagner en projetant cette problématique au niveau européen.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

Unité Presse du CESE

Courrier électronique: press@eesc.europa.eu

Tél.: +32 2 546 8207

Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu'ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l'Union européenne. Il compte 344 membres venus de l'Europe entière, qui sont nommés par le Conseil.